Nations Unies E/CN.17/2006/11

Conseil économique et social

Distr. générale
28 février 2006
Français
Original: anglais

Commission du développement durable
Quatorzième session
1er-12 mai 2006
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
Module thématique du cycle d'application
2006-2007 (session d'examen)

Lettre datée du 22 février 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre, datée du 16 février 2006, que vous adresse le Second Vice-Premier Ministre et Ministre de l'énergie et de l'industrie de l'État du Qatar, Abdullah bin Hamad Al-Attiyah (voir annexe) et à laquelle est jointe une pièce intitulée « Colloque international sur le gaz naturel et le développement durable : résumé des conclusions et recommandations ».

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quatorzième session de la Commission du développement durable.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Qatar
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Nassir Abdulaziz **Al-Nasser**

06-25678 (F) 140306 160306

Annexe à la lettre datée du 22 février 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie sincèrement l'Organisation des Nations Unies de l'appui qu'elle a apporté au Colloque international sur le gaz naturel et le développement durable, organisé conjointement à Doha, par le Ministère de l'énergie et de l'industrie de l'État du Qatar et la Division du développement durable de l'ONU du 4 au 8 février 2006.

Ce colloque a mis en évidence l'importance et la dimension stratégique du gaz naturel pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier le fait qu'il permet d'améliorer les conditions de vie et de faire reculer la pauvreté dans les pays en développement et d'appuyer les programmes de développement durable visés dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

Le colloque a par ailleurs adopté le message que l'Émir du Qatar, Sheik Hamad Bin Khalifa Al Thani, a adressé aux dirigeants mondiaux au sujet de l'inclusion du gaz naturel et de ses dérivés dans la liste des biens environnementaux. Enfin, il a recommandé la création, à Doha, d'un centre régional des Nations Unies pour le développement industriel qui aurait pour but d'améliorer le rendement énergétique et la conservation et la protection de l'environnement dans la région.

Nous vous saurions gré de bien vouloir faire distribuer le texte des conclusions et recommandations du Colloque (voir pièce jointe) comme document de la quatorzième session de la Commission du développement durable.

Le Second Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'énergie et de l'industrie
(*Signé*) Abdullah bin Hamad **Al-Attiyah**

Pièce jointe

Colloque international sur le gaz naturel et le développement durable : résumé des conclusions et des recommandations

1. Le Colloque international sur le gaz naturel et le développement durable qui s'est tenu à Doha (Qatar) du 6 au 8 février 2006 a été organisé conjointement par le Gouvernement de l'État du Qatar et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

2. Y ont assisté 150 participants de 37 pays, dont des responsables des politiques et d'autres hauts responsables gouvernementaux, des représentants de l'ONU et d'autres organisations internationales, des dirigeants du secteur privé et d'associations industrielles internationales et des représentants d'établissements universitaires et d'organisations non gouvernementales.

3. Les participants ont réaffirmé qu'il fallait atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire et continuer à poursuivre les objectifs concernant l'énergie au service du développement durable énoncés dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg), adopté en 2002.

4. Il ont noté que dans le monde entier, 2,4 milliards de personnes recouraient toujours à la biomasse traditionnelle pour répondre à leurs besoins énergétiques essentiels et que dans les pays en développement, plus de 1,6 milliard de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité. Cette fracture énergétique enracine la pauvreté parce qu'elle limite l'accès à l'information, à l'éducation, aux possibilités économiques et à des moyens de subsistance plus sains, en ce qui concerne en particulier les femmes et les enfants, et parce qu'elle a des incidences néfastes sur l'environnement aux niveaux local, national et mondial. L'accès à l'énergie est indispensable pour atteindre les objectifs de développement durable.

5. Les participants au colloque ont examiné des questions techniques, notamment celles concernant les techniques d'exploration et d'extraction du gaz naturel et les moyens de traiter celui-ci de manière économique. Ils ont été informés des initiatives qui ont été prises pour réduire la combustion du gaz naturel en torchère. Ils ont examiné les questions liées au transport du gaz naturel, aux initiatives novatrices prises dans l'industrie du gaz naturel liquéfié et au stockage, à la distribution et à la commercialisation du gaz naturel. Ils se sont également penchés sur les tendances de la mise en valeur de l'énergie à moyen et à long termes, les réformes des marchés du gaz et les questions politiques connexes, les mesures de protection de l'environnement, la transparence et le partage des revenus et les aspects du développement social liés au gaz naturel.

6. Les exposés faits au Colloque ont souligné les multiples avantages qu'il y a à accroître l'utilisation du gaz naturel, source d'énergie fiable, financièrement abordable et écologiquement rationnelle, pour promouvoir le développement durable. Plus précisément, les participants ont adopté le résumé des conclusions et recommandations ci-après.

Gaz naturel et demande mondiale d'énergie

7. De l'avis général, la demande mondiale d'énergie primaire devrait s'accroître de plus de 50 % dans les 25 ans à venir. L'offre mondiale d'énergie continuera à être

tributaire des carburants fossiles dans une proportion d'au moins 80 %. Le gaz naturel prend dans cette offre une place importante qui s'accroît rapidement. Il est disponible en quantité suffisamment importante pour répondre à l'augmentation prévue de la demande. La part du gaz naturel dans l'offre mondiale d'énergie devrait passer de 21 % en 2003 à 24 % en 2030.

8. La plupart des réserves de gaz naturel sont situées en Asie occidentale et en Europe centrale et orientale. Il existe également, le long des côtes et au large de certains pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, des réserves considérables qui n'ont pas encore été pleinement mises en valeur.

9. Les participants ont appelé à la poursuite et à l'élargissement du dialogue entre les producteurs et les consommateurs d'énergie. Ils ont également appelé à la poursuite du développement des infrastructures nécessaires pour transformer le gaz naturel en produits de base et pour relier les zones de production aux marchés existants et aux nouveaux marchés.

Commerce du gaz naturel et sécurité énergétique

10. Selon les participants, le pourcentage de l'offre de gaz qui est échangée entre les régions devrait passer de 14 % en 2006 à 19 % en 2030. La demande de gaz naturel devrait continuer à augmenter dans de nombreux pays d'Europe et d'Amérique, régions que la stagnation ou le déclin prévisible de leur production de gaz naturel rendra de plus en plus étroitement tributaires d'importations du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La demande de gaz naturel en Asie devrait aussi augmenter de manière continue, non seulement dans des pays comme le Japon, la République de Corée, la Chine et l'Inde, mais aussi dans des pays en voie d'industrialisation rapide.

11. D'importants investissements seront nécessaires pour renforcer les capacités des gazoducs, des installations de liquéfaction et de regazéification et des navires servant à transporter le gaz naturel liquéfié. Les participants ont recommandé que l'on promeuve le commerce mondial du gaz naturel et de ses dérivés et le commerce des technologies permettant de les transformer et de les utiliser et qu'on ne les assujettisse pas à des tarifs commerciaux.

12. La sécurité énergétique est un sujet de préoccupation de plus en plus important, non seulement pour les pays importateurs nets d'énergie mais aussi pour les pays exportateurs. La diversification des sources et des fournisseurs d'énergie permet aux importateurs d'énergie de se prémunir contre toute perturbation de l'offre. Les exportateurs d'énergie peuvent aussi diversifier leurs marchés pour mieux se protéger contre les fluctuations de leurs recettes.

Le gaz naturel et l'environnement, la société et la sécurité

13. Les avantages du gaz naturel en matière d'environnement sont dus au fait qu'il dégage relativement peu de gaz à effet de serre; sa mise en valeur en tant que source d'énergie propre est à encourager.

14. La mise en valeur du gaz naturel est liée au développement du secteur de l'électricité, où l'on obtient des rendements énergétiques élevés grâce à des technologies au gaz à cycle combiné, qui offrent également d'importants avantages en matière de protection de l'environnement.

15. Les participants ont souligné la nécessité de continuer à réduire la combustion en torchère et l'éventage du gaz liés à l'extraction de pétrole brut. Ils ont noté que des normes étaient actuellement élaborées à cette fin et en ont encouragé l'application. Ils ont demandé aux maîtres d'ouvrage d'élaborer de bonnes pratiques dans ce domaine important et se sont félicités de la contribution apportée par le Global Gas Flaring Reduction Partnership (Partenariat pour la réduction de la combustion du gaz en torchère dans le monde) de la Banque mondiale.

16. Il est également indispensable de faire savoir au public que la production, le transport et l'utilisation du gaz naturel sont efficaces, économiques et sûrs. L'essor du commerce du gaz naturel liquéfié peut se ressentir de la perception des risques en matière de sécurité. Les préoccupations du public concernant la sûreté du transport du gaz naturel liquéfié nécessitent également que l'on continue à améliorer les dispositifs de sécurité et à assurer le suivi de leur application pour prévenir les accidents.

17. Le gaz naturel est un puissant ferment de développement socioéconomique, tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs.

18. Les recettes tirées de sa mise en valeur aident à promouvoir le développement durable parce qu'elles permettent un partage des bénéfices et favorisent le renforcement de la cohésion sociale, l'élimination de la pauvreté et le financement des dépenses publiques servant à assurer le développement humain et la mise en place d'infrastructures.

19. Une participation adéquate du public à la planification est indispensable pour assurer la viabilité à long terme de tous les projets de mise en valeur des ressources naturelles à grande échelle, y compris ceux concernant la planification des infrastructures nécessaires à l'exploration, à la mise en valeur et au transport du gaz naturel.

20. Les participants ont par ailleurs été informés oralement des conclusions d'analyses et de recherches politiques sur les incidences des conflits sur les ressources naturelles, notamment de celles des guerres civiles et des guerres de sécession, qui, ces 20 dernières années, ont eu des incidences néfastes dans plusieurs pays pauvres en développement riches en ressources naturelles. Des mesures de précaution sont nécessaires.

Progrès technique, recherche et développement

21. Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg préconise une utilisation plus large des technologies énergétiques de pointe, notamment des technologies propres faisant appel aux carburants fossiles, et la promotion des échanges énergétiques transfrontières, notamment au moyen de l'interconnexion des gazoducs. Les participants ont souligné la nécessité de poursuivre la recherche-développement sur les systèmes propres faisant appel aux carburants fossiles.

22. Le perfectionnement des technologies de liquéfaction du gaz (technologies GTL) offre différentes possibilités d'accroître et de diversifier sensiblement l'utilisation du gaz naturel. Des initiatives novatrices ont été prises dans plusieurs pays, pour montrer l'intérêt que présentent ces technologies en termes de coût et d'efficacité. Au Qatar, elles consistent à faire participer les parties prenantes sur une large base, à contrôler et à réduire davantage les émissions de gaz et à faire un usage efficace des produits dérivés du procédé GTL. L'utilisation du carburant obtenu au

moyen de ce procédé offre d'importants moyens d'améliorer l'état de l'environnement, en particulier dans les mégalopoles où la qualité de l'air est gravement menacée.

23. L'utilisation des carburants fossiles devant continuer à s'accroître, les émissions de dioxyde de carbone et des autres gaz à effet de serre d'origine humaine sont appelées à augmenter à l'avenir. Les progrès techniques et la promotion de la fixation du carbone seront d'une importance décisive pour atténuer les changements climatiques. Les puits de pétrole et de gaz naturel épuisés peuvent constituer des puits de carbone appropriés. Il a été observé que les différentes techniques de captage et de stockage du dioxyde de carbone étaient déjà applicables. La recherche-developpement liée à ces technologies devrait être accélérée.

24. Les participants ont déclaré qu'il fallait encourager une plus grande coopération à l'échelle mondiale en ce qui concernait le développement, la diffusion et le transfert des technologies de pointe faisant appel aux carburants fossiles qui permettent de réduire ou de supprimer les émissions de carbone et des technologies permettant de capter et de stocker ces émissions.

Stabilité des marchés mondiaux du gaz, possibilités d'investissement et coopération internationale

25. Les participants au colloque ont souligné que le gaz naturel pouvait contribuer à stabiliser le marché et le prix de l'énergie et à neutraliser ainsi au maximum les incidences des fluctuations du marché de l'énergie sur les pays vulnérables.

26. Les participants ont noté que les possibilités d'investissement dans la mise en valeur du gaz naturel étaient directement liées à la stabilité du marché mondial du gaz. Ils ont souligné qu'il fallait développer encore la coopération internationale et le dialogue sur les politiques à suivre en ce qui concernait la mise en valeur du gaz naturel et ont pris note avec intérêt de l'exposé fait par le représentant du secrétariat de la Charte de l'énergie.

27. La création des infrastructures nécessaires à l'exploitation du gaz naturel exigeant beaucoup de capitaux, les participants ont demandé que l'on prenne des mesures tangibles pour aider financièrement et techniquement les pays en développement à mettre en valeur le gaz naturel, notamment qu'on octroie à ces pays des prêts multilatéraux et bilatéraux, des garanties de prêt, des crédits et des subventions proportionnés à leur degré de développement.

28. La création d'un centre régional de la gestion de l'énergie a été recommandée. La création de ce centre à Doha permettrait de développer la coopération internationale à l'échelle de la région aux fins de l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie.

Mettre le gaz naturel au service du développement durable

29. Les participants ont souligné la nécessité de développer encore la production et l'utilisation du gaz naturel pour qu'elles contribuent au développement durable sous ses trois aspects, à savoir : le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement.

30. Les participants ont demandé aux gouvernements et à l'industrie du gaz naturel d'élaborer des cadres politiques de nature à favoriser la mise en valeur du

gaz naturel et de diffuser les bonnes pratiques en la matière et ont fait valoir que les réglementations ne devaient pas être trop contraignantes si l'on voulait encourager les investissements nécessaires.

31. Les participants ont encouragé les gouvernements et le secteur privé à rendre compte à la Commission du développement durable à sa quatorzième session, en mai 2006, des mesures qu'ils auraient prises pour mettre en valeur le gaz naturel de manière viable.

32. Les participants ont recommandé au Gouvernement de l'État du Qatar d'envisager de présenter le présent rapport à la Commission du développement durable à sa quatorzième session.

33. Les participants ont remercié le Gouvernement de l'État du Qatar d'avoir organisé conjointement le colloque avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Ils ont également remercié le Gouvernement et le peuple du Qatar de leur hospitalité et du chaleureux accueil qu'ils leur ont réservé.